

## CHAPITRE 2

### COMPRENDRE LE MONDE POUR MIEUX LE CHANGER

En 2018, les PDG les plus riches au Canada ont gagné 197 fois plus que le travailleur moyen, soit environ dix millions de dollars par année<sup>1</sup>. Pendant ce temps, les salaires de la vaste majorité stagnent, le pouvoir d'achat des familles canadiennes faisant du surplace depuis au moins trente ans<sup>2</sup>. Le taux de pauvreté des personnes racialisées est trois fois plus élevé que celui des personnes blanches, et une personne autochtone sur cinq vit dans la pauvreté, de même que 60 % des enfants des réserves<sup>3</sup>. On observe également une surreprésentation des groupes minoritaires en prison : le

1. Denis Lalonde, « Des PDG canadiens ont déjà empoché votre salaire annuel », *Les Affaires*, 2 janvier 2019.

2. Robin Renaud, « Le pouvoir d'achat des Canadiens fait du surplace depuis 30 ans », *Actualités*, Université de Sherbrooke, 12 janvier 2016, [www.usherbrooke.ca/actualites/nouvelles/facultes/ecole-gestion/administration-details/article/30410](http://www.usherbrooke.ca/actualites/nouvelles/facultes/ecole-gestion/administration-details/article/30410).

3. Sheila Block et Grace-Edward Galabuzi, *Persistent Inequality: Ontario's Colour-Coded Labour Market*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives, décembre 2018; Kristy Kirkup, « Poverty Rates for Indigenous Children over Twice Non-Aboriginals, Study Says », *Toronto Star*, 17 mai 2016.

nombre d'individus autochtones incarcérés a augmenté de 47,4 % depuis 2005, alors que celui de personnes noires, asiatiques et hispanophones a augmenté de 75 %<sup>4</sup>. Une personne en situation d'itinérance sur quatre s'identifie comme LGBTQ+<sup>5</sup>, tandis qu'un enfant sur six vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire<sup>6</sup>. Voilà plusieurs exemples de problèmes sociaux criants qui méritent une analyse plus approfondie.

L'innovation sociale, si elle veut vraiment innover et changer les choses, doit chercher à comprendre la réalité sociale qu'elle souhaite transformer. Cela implique de ne pas seulement observer ce qui se passe dans le monde, afin d'y apporter de belles « solutions novatrices » visant à répondre aux urgences du moment ; il faut aussi remonter aux causes premières des problèmes sociaux, et donc se poser la question du *pourquoi*. D'où viennent les inégalités sociales ? Plus fondamentalement, comment définir ce qui est considéré comme un problème social ? Pourquoi la dévastation environnementale persiste-t-elle, alors que la très vaste majorité de la population a déjà pris conscience de la crise écologique ? Si nous ne discernons pas les causes profondes des problèmes sociaux, nous ne pourrons pas leur apporter de solutions efficaces.

---

4. Howard Sapers, *Annual Report of the Office of the Correctional Investigator 2012-2013*, Ottawa, Bureau de l'enquêteur correctionnel, 2013.

5. Pour plus d'information sur les enjeux de la communauté LGBTQ+, voir le site web de l'organisation Egale Canada Human Rights Trust : <https://egale.ca/>.

6. Valerie Tarasuk, Andie Mitchell et Naomi Dachner, *L'insécurité alimentaire des ménages au Canada*, Toronto, PROOF, 2014.

Les bonnes intentions, la charité et la philanthropie ne suffisent pas pour développer des solutions innovantes : nous devons adopter une approche orientée vers la justice sociale et alimenter une réflexion s'appuyant sur une solide perspective critique. Alors que le modèle de solidarité basé sur la charité agit sur le plan individuel et communautaire, cible les besoins immédiats et préconise des actes de générosité, l'innovation sociale émancipatrice vise des changements systémiques et institutionnels, cible les causes profondes des enjeux et perçoit les droits et responsabilités collectives comme les instruments d'une égalité sociale élargie. *On donne la charité, mais on exige la justice sociale.*

Il existe une différence marquée entre la volonté de soulager un problème et celle de transformer la société dans une perspective d'émancipation. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'il faut négliger les solutions concrètes aux besoins urgents du présent, et se contenter de la promesse d'une révolution à venir. Mais force est de constater que les réponses aux défis sociaux seront différentes si on privilégie une approche fondée sur la charité ou sur la transformation sociale. En ce qui a trait aux inégalités dans le système alimentaire, par exemple, Reynolds considère qu'il y a une différence entre l'atténuation des symptômes de l'injustice par la promotion d'un meilleur accès aux aliments en quantité et qualité suffisantes, et la contestation des structures politiques et sociales qui sous-tendent cette injustice<sup>7</sup>.

7. Kristin Reynolds, « Disparity Despite Diversity: Social Injustice in New York City's Urban Agriculture System », *Antipode*, vol. 47, n° 1, 2014, p. 243.

### *Qu'est-ce que la justice sociale ?*

Bien entendu, la définition de la justice sociale est sujette à débat, mais nous pouvons dire que celle-ci vise généralement la coopération sociale, l'équité et les conditions pratiques permettant la satisfaction des besoins de tous et l'épanouissement de soi. Cela implique de prendre en compte les conditions particulières de chaque personne et des groupes sociaux concernés, afin de ne pas se contenter d'une simple égalité abstraite. Nous pouvons faire la différence entre la réalité actuelle, traversée par de grandes inégalités, l'égalité abstraite, qui vise à donner à chacun et chacune une quantité équivalente de ressources, l'équité, qui cherche à corriger les inégalités, et l'émancipation, qui consiste à lever les barrières contribuant à reproduire les inégalités.

À nos yeux, la justice sociale ne doit pas être perçue comme une application doctrinaire de principes abstraits, ou un procès linéaire dans la grande marche du progrès, mais comme un processus complexe qui implique des avancées, résistances, déraillements, oppositions et retournements<sup>8</sup>. Il faut tenir compte des besoins de chaque personne, mais aussi des structures générales et des relations sociales complexes qui l'empêchent de mener sa vie de façon autonome.

Au lieu d'adopter une théorie englobante, mieux vaut cerner les multiples dimensions de la justice sociale. Les travaux de la philosophe Nancy Fraser

---

8. Tanya Basok et Suzan Ilcan, *Issues in Social Justice: Citizenship and Transnational Struggles*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 5.

attirent notre attention sur les sphères de la redistribution et de reconnaissance. Selon elle, la redistribution concerne les inégalités matérielles, les déséquilibres financiers entre les classes sociales, la précarité économique et la pauvreté, tandis que les problèmes de reconnaissance sont plutôt issus des hiérarchies associées au statut social et des diverses formes d'exclusion liées à la sphère des représentations culturelles<sup>9</sup>. Il existe également des injustices en matière de représentation : qui détient le pouvoir décisionnel, quelles voix sont écoutées ?

De prime abord, cela semble assez simple, mais il règne souvent une certaine confusion dans la façon d'aborder ces enjeux dans l'espace public. Par exemple, on oppose régulièrement les luttes économiques (qui seraient liées à la sphère du travail ou à la répartition de la richesse) aux luttes identitaires (relatives à des groupes marginalisés comme les femmes, les personnes racialisées ou LGBTQ+). Or, comme le note Fraser, on trouve presque toujours des dimensions de redistribution *et* de reconnaissance dans toute forme d'injustice.

Par exemple, les femmes peuvent subir davantage de violences sexuelles et être moins bien payées sur le marché du travail. Elles peuvent aussi être minoritaires dans le monde politique et devoir accomplir davantage de travail domestique non rémunéré pendant que leur conjoint s'implique activement dans la vie publique. D'autres mobilisations qui semblent circonscrites à la sphère

---

9. Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2011.

économique, comme le mouvement des gilets jaunes, en France, qui a pris forme pour s'opposer à la hausse de taxe sur l'essence et à la baisse du pouvoir d'achat, peuvent émerger en raison d'un sentiment d'indignation morale ou de l'incompréhension des élites politiques qui tiennent des discours du type : « Il y a ceux qui réussissent, et ceux qui ne sont rien<sup>10</sup>. »

Face à ces différentes formes d'injustice, Fraser propose de penser la justice sociale en tant que « parité de participation ». Ce principe renvoie à la capacité de chaque personne à prendre part de façon égale à l'interaction sociale, ce qui exige à la fois des mesures de redistribution et de reconnaissance mutuelle. Bref, il faut que tout le monde ait accès à certaines conditions matérielles pour pouvoir subvenir à ses besoins, mais il faut aussi que chaque personne puisse obtenir un certain degré de reconnaissance pour se sentir respectée et considérée comme un être à part entière.

Cela dit, pour changer le monde et avoir une prise sur le réel, l'innovation sociale ne peut se contenter de réflexions morales. Au désir de justice sociale, il faut ajouter la nécessité de comprendre le monde de façon critique. Cela implique de considérer les problèmes sociaux comme une manifestation de relations de pouvoir, plutôt que comme le résultat d'un problème individuel, d'un mauvais choix ou d'une simple malchance. S'il est fort utile de tenir compte de la dimension individuelle et

---

10. Cette phrase a été prononcée par le président français Emmanuel Macron le 3 juillet 2017.

psychologique des problèmes de la vie quotidienne, il ne faut pas négliger les causes sociales structurelles à la source de ces situations.

### *Comprendre les structures d'oppression*

L'analyse critique d'un enjeu social se fait généralement en trois étapes. Tout d'abord, il est nécessaire de poser un diagnostic permettant de confirmer qu'il s'agit bel et bien d'un problème social ou collectif, et non simplement d'un cas individuel. Ensuite, il faut préciser les causes du problème, c'est-à-dire qui sont les acteurs, pratiques ou structures à l'origine du mal étudié. Enfin, il s'agit de trouver ou d'élaborer des solutions pour surmonter le problème, bref de se demander comment nous pouvons transformer cette situation de façon durable et efficace<sup>11</sup>.

Pour bien déterminer les causes structurelles à l'origine des problèmes sociaux, nous devons étudier l'interaction et les relations complexes entre les structures sociales, les institutions, les groupes sociaux et les individus. Comme le souligne Charles Wright Mills, adopter un point de vue sociologique signifie que ni la vie d'un individu ni l'histoire d'une société ne peuvent être comprises l'une sans l'autre<sup>12</sup>. Cela implique de repérer les différentes formes de domination, et donc les systèmes

---

11. Wayne Antony, Jessica Antony et Les Samuelson, *Power and Resistance: Critical Thinking about Canadian Social Issues*, Halifax, Fernwood, 2017.

12. Charles Wright Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2015.

d'oppression et de privilèges qui reproduisent des inégalités structurelles entre certains groupes sociaux.

Commençons par préciser quelques termes qui sont souvent mal compris. D'abord, l'oppression désigne un processus systématique qui désavantage un groupe de personnes à cause de leur appartenance à une catégorie sociale définie par leur classe, sexe, orientation sexuelle, ethnicité, religion, « race », etc. Les manifestations de cette oppression sont généralement normalisées au sein de la société, ce qui fait qu'elle peut sembler naturelle ou comme « allant de soi ». Les groupes dominants se retrouvent ainsi privilégiés, au sens où ils obtiennent un meilleur accès aux ressources matérielles, aux opportunités, à la reconnaissance ou au pouvoir social comparativement aux groupes subordonnés. Bref, les groupes privilégiés tirent avantage de cette situation asymétrique, souvent sans en avoir conscience.

Notons que les rapports d'oppression ne sont pas simplement des relations interpersonnelles inégales entre individus, où chacun pourrait modifier sa position à volonté. L'oppression n'est pas le fruit d'une simple stratification sociale, comme si la société était un grand mille-feuille où des individus à revenu variable pourraient changer leur condition grâce à un bon système d'éducation et à une forte mobilité sociale. Les systèmes d'oppression sont des rapports sociaux inégaux entre intérêts antagonistes, qui forment des structures persistantes comme celles du capitalisme, du patriarcat, du sexisme, du colonialisme, etc.

On observe aussi un entrecroisement complexe de ces formes d’oppression, qui peuvent être analysées à partir de la perspective de l’intersectionnalité. Selon Sirma Bilge et Patricia Hill Collins, l’intersectionnalité est une « sensibilité analytique » qui permet de cerner la complexité des situations sociales à partir de l’intersection des rapports de pouvoir<sup>13</sup>. L’idée, d’abord conçue et appliquée au sein du militantisme féministe noir, est la suivante : on ne peut saisir la position exacte d’une personne à travers une seule catégorie sociale, ni simplement conjuguer les effets de chaque système d’oppression pour comprendre adéquatement une situation. En réalité, chaque expérience implique le chevauchement de plusieurs relations de pouvoir, souvent contradictoires et aux effets différenciés.

Par exemple, les injustices vécues par une jeune femme noire vivant dans un quartier défavorisé seront forcément différentes de celle d’un homme noir habitant la même communauté, ou d’une femme blanche appartenant à la même classe sociale. Pour comprendre la forme concrète des rapports de domination et les solutions appropriées pour résoudre un problème social déterminé, nous devons donc procéder à une analyse approfondie des relations complexes en jeu.

---

13. Sirma Bilge et Patricia Hill Collins, *Intersectionality*, New York, Cambridge, Polity Press, 2016.

### *L'art de la préfiguration*

Après avoir compris « pourquoi » il existe des injustices et « comment » celles-ci se perpétuent, on arrive rapidement à une question embêtante : « Et maintenant ? » Face aux énormes injustices qui traversent la société actuelle, il arrive bien souvent que l'on se sente désemparé·e par l'ampleur des défis à surmonter. Malheureusement, la réflexion critique nous amène parfois à ressentir de l'impuissance, c'est-à-dire un sentiment d'incapacité à changer les choses.

Pour se tenir à l'écart du fatalisme, qui se manifeste parfois par l'envie de se réfugier dans le « déni et le Prozac<sup>14</sup> » face à une réalité trop difficile à supporter, il est essentiel de trouver des façons d'articuler prise de conscience et volonté de changement, recherche de vérité et construction de la puissance d'agir. Trop d'analyses critiques ne laissent aucune place aux alternatives, aux possibilités de transformation, aux contradictions qui pourraient faire bifurquer la situation. À l'inverse, l'attitude de la pensée positive à tout prix, qui tend à ignorer la critique, la négativité et les conflits pour se concentrer sur les solutions, les histoires à succès et d'autres alternatives locales à célébrer, mène trop souvent à ignorer les limites des solutions, ainsi que les contraintes qui empêcheront leur développement futur. Ce qu'il nous faut, c'est un équilibre entre pensée critique et ouverture aux possibilités.

---

14. Cette expression est tirée de Kate Bedford, *Developing Partnerships: Gender, Sexuality, and the Reformed World Bank*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2009, p. 210.

C'est pourquoi l'innovation sociale émancipatrice suppose une « politique de la possibilité ». Selon Gibson-Graham, une telle politique vise à créer un nouvel imaginaire politique, à développer un nouveau langage qui élargit notre compréhension des processus économiques, à nourrir une réflexion éthique sur les diverses façons d'organiser la société, et à expérimenter de nouvelles formes de vie<sup>15</sup>. Sur le plan économique, nous pouvons imaginer diverses façons de produire, d'échanger et de consommer qui débordent le « capitalocentrisme », c'est-à-dire la vision du monde qui considère l'entreprise privée, le marché, le travail salarié et la recherche maximale du profit comme le seul horizon possible.

Par exemple, nous pouvons dévier notre regard des formes dominantes de l'économie et observer les multiples pratiques économiques présentes dans le monde actuel. Comme nous le constaterons dans le chapitre 5, il existe déjà plusieurs formes de rationalité économique qui coexistent avec la logique capitaliste, à l'image d'un iceberg où la partie submergée renferme une foule de pratiques basées sur des principes d'entraide, de coopération, de don et de solidarité<sup>16</sup>.

Nous pouvons appliquer la même logique aux diverses pratiques sociales qui ne se conforment pas aux hiérarchies sexiste, raciste, colonialiste, etc.

15. J.K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, p. xxiii.

16. J.K. Gibson-Graham, Jenny Cameron et Stephen Healy, *Taking Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Our Communities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, p. 11.

Il ne s'agit pas d'ignorer les structures d'oppression et de simplement célébrer les alternatives, mais de nous efforcer dès maintenant de cultiver et d'encourager d'autres façons de vivre, de s'organiser, de produire et de se relier aux autres. Comme le disait Paul Éluard, « un autre monde est possible, et il est dans celui-ci<sup>17</sup> ».

Cela nous amène à l'idée de cultiver une « imagination radicale<sup>18</sup> », ou encore au besoin de « décoloniser notre imaginaire<sup>19</sup> » pour penser de nouvelles institutions et formes de vie au-delà de l'ordre établi. Nous pouvons ainsi parler d'une « politique préfigurative », qui vise à incarner dans le présent des manières d'être que nous voudrions voir advenir à large échelle dans une société future<sup>20</sup>. Il s'agit de réduire la distance entre l'idéal et la réalité, entre le monde non encore advenu et les possibilités présentes. De son côté, Erik Olin Wright utilise l'expression « utopies réelles » pour désigner les innovations sociales postcapitalistes qui représentent des alternatives désirables, viables et réalisables dans le monde actuel, telles que les coo-

---

17. Cité dans l'exergue du livre de Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*, Paris, Les liens qui libèrent, 2012.

18. Max Haiven et Alex Khasnabish, « What is Radical Imagination? », *Affinities: A Journal of Radical Theory, Culture, and Action*, vol. 4, n° 2, 2010, p. i-xxxvii.

19. Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Lyon, Parangon, 2011.

20. Janet Siltanen, Fran Klodawsky et Caroline Andrew, « This Is How I Want to Live My Life: An Experiment in Prefigurative Feminist Organizing for a More Equitable and Inclusive City », *Antipode*, vol. 17, n° 1, 2014.

pératives autogérées, les communs, les fiducies foncières communautaires, et ainsi de suite<sup>21</sup>.

Le terrain de l'innovation sociale est donc à comprendre comme un lieu de convergence entre l'utopie et le pragmatisme, l'imagination et l'analyse sociale rigoureuse, la créativité et la stratégie. Il existe bien entendu toute une gamme de conflits entre le monde tel qu'il est et tel que nous voudrions qu'il soit, entre les possibilités inscrites dans les interstices de la société actuelle et les difficultés à s'organiser pour faire advenir le changement souhaité. C'est pourquoi, comme le souligne Angela Davis, la liberté doit être pensée comme une *lutte continue*, visant à articuler les volontés individuelles et l'action collective pour opérer une transformation pratique du monde<sup>22</sup>.

---

21. Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.

22. Angela Davis, *Freedom is a Constant Struggle. Ferguson, Palestine, and the Foundations of a Movement*, Haymarket Books, 2016.